

LIBRE DÉBAT

L'Etat tergiverse, la grogne des retraités se généralise

Les retraités d'Alger, d'Oran, de Constantine, de Tizi Ouzou, de Annaba, de Mila — et bientôt de Sétif — sont sortis dans la rue pour protester contre leur situation déplorable. La Fédération nationale des travailleurs retraités (FNTR) est en concertation permanente avec ses différentes sections à travers les wilayas du pays pour une action d'envergure nationale. Désormais, en dépit des ses bons offices, le secrétaire général de l'UGTA n'a pas été écouté par les pouvoirs publics, et donc sa promesse n'a pas été suivie d'effet. Le mois de novembre vient de s'écouler et rien ne se profile à l'horizon.

Pourtant, les cartes ont été jouées au lendemain des travaux de la quatorzième tripartite. Pour rappel, le chef de l'Exécutif n'a pas manqué d'avancer des arguments extrêmement osés. L'équipe de l'UGTA a semblé réservée et c'est normal étant donné les résultats obtenus. L'euphorie du patronat est compréhensible, car il a eu la part du lion. Ce responsable, à travers un verbiage, a tenté de jouer de l'amertume des travailleurs.

Il se vante d'avoir été à la tête d'un gouvernement qui en l'espace de moins de deux ans a permis une augmentation du SNMG de 50%, mais ne dit pas à qui profite cette augmentation. Certainement pas aux bas salaires et encore moins aux retraités, mais aux cadres dirigeants dont le traitement est indexé au SNMG conformément au décret 90/290 du 29 septembre 1990. Mais sans doute par un calcul tendancieux, le chef de l'Exécutif reconnaît indirectement que de nombreux retraités touchent à peine 75% du SNMG, c'est-à-dire en brut 11 250 DA à ce jour, et 13 500 DA à partir du 1^{er} janvier 2012. De nombreux observateurs et analystes trouvent scandaleux d'évoquer de tels niveaux de rémunération lorsqu'on sait qu'ils ne représentent qu'à peine la moitié du budget que réserve un cadre supérieur pour entretenir ses animaux domestiques. Plus grave, le Premier ministre exclut la possibilité d'agir sur l'IRG pour alléger les petites pensions des retraités, IRG que ces derniers ont payé depuis plus de 32 ans. Pour cela, il évoque des difficultés budgétaires de l'Etat à s'acquitter des salaires des fonctionnaires. Selon lui, le budget prévoit des dépenses de 7 400 milliards de DA pour des recettes ne dépassant pas 3 900 milliards de DA. Or, cette difficulté n'est pas du ressort des salariés et encore moins des retraités. Il lui suffit uniquement de réduire le train de vie de l'Etat. De nombreux chapitres restent compressibles.

«Une décision sera prise d'ici peu de temps»

Pour ce qui concerne la revendication relative à la suppression de l'article 87 bis de la loi 90/11 relative aux relations de travail, le Premier ministre la réduit à une simple contrainte budgétaire.

A en croire un député de Bouira, le président de l'APN est arrivé jusqu'à des manœuvres pour précipiter l'annulation d'un amendement pour augmenter les retraites. Cet article est une bourde dans cette loi qui a bouleversé l'ancien Statut général des travailleurs (SGT).

Il faut souligner que les éléments qui déterminent le SNMG sont la productivité moyenne nationale, l'indice des prix à la consommation et la conjoncture économique, qui restent des facteurs «bateau». Chacun peut les interpréter à sa manière et de la façon qui l'arrange. Ce qui est facile à comprendre, c'est que nos responsables politiques sont trop loin pour constater que le citoyen «lambda» n'est pas victime de l'indice d'inflation que l'organe officiel donne, mais

plutôt de la spéculation que l'Etat n'est pas en mesure de juguler. Le fait de déclarer publiquement que «même si la tripartite était arrivée à un accord pour augmenter le SNMG de 10 000 DA, les travailleurs trouveront toujours quelque chose à dire» ; le Premier ministre verse dans la provocation. On peut sérieusement se poser la question à qui appartient le pétrole? Est-ce à tous les Algériens ou seulement à un sérail qui a déjà ses comptes en devises sous d'autres cieux ? Une semaine après ces déclarations décevantes, une lueur d'espoir a été donnée par le ministre du Travail qui annonçait une possibilité d'augmentation sur le compte du budget de l'Etat. Depuis, on ne cesse d'avancer des taux sans aucune précision.

Des informations qui soufflent le chaud et le froid laissant ainsi une frange de plus de 2 millions d'Algériens dans l'expectative et l'indécision d'asseoir une action sérieuse pour recouvrer leur droit. Ainsi, durant la journée de protestation des retraités en date du 25 octobre 2011, le secrétaire général de l'UGTA leur a brandi un document qui promettait que leur doléance allait être prise en charge dès le mois de novembre.

Il y a près de deux semaines, lors du renouvellement du syndicat de Sonatrach, qui s'est tenu à Zeralda, il a tenté de nuancer cette déclaration en disant qu'une décision sera prise «d'ici peu de temps». On ne peut, selon lui, fixer une date mais cette augmentation aura bien lieu. Sa position rejoint cette fois-ci celle du ministre du Travail qui justifie le retard par la réunion du Conseil des ministres pour valider un texte réglementaire, trouver un créneau pour débloquent le financement et annoncer l'augmentation d'une manière officielle pour les retraités. Sidi Saïd continue à affirmer que la Caisse des retraites ne pourra pas prendre en charge ces augmentations qu'il juge «très conséquentes».

Il confirme d'autre part que le dossier ne souffre d'aucun blocage et qu'il est en phase de finalisation. De l'autre côté, on ne l'entend pas de cette oreille. En effet, la FNTR refuse de reconnaître la nécessité de recourir aux caisses de l'Etat pour financer les augmentations dont le taux ne saurait descendre en deçà de 40%.

Quelle est la réelle santé financière de la CNR ?

La CNR, selon cette organisation, peut supporter ces augmentations avec les rappels des cotisations opérées sur les salaires des fonctionnaires depuis trois années. En effet, plus de 2,2 millions de fonctionnaires ont bénéficié d'une augmentation de leurs salaires allant de 60% à 80% avec effet rétroactif à 2008. Ceci a permis aux organismes de sécurité sociale des salariés, dont la CNR, de récolter plus 100 milliards de DA par an, soit plus de 300 milliards de DA disponibles, alors que l'impact financier attendu des augmentations revendiquées par les retraités est de 107 milliards de DA pour les taux dégressifs de relèvement des pensions de retraite, de 40% à 15%. Pour la FNTR, l'Etat doit

assumer ses responsabilités pour rembourser les 500 milliards de DA pris en charge par la CNR depuis 1997 pour payer les départs en retraite proportionnelle et sans condition d'âge. Si la CNR n'avait pas pris en charge ces catégories de retraite pour des contraintes souvent économiques, elle aurait supporté sans difficulté toutes les revendications des retraités. Les responsables syndicaux s'étonnent de la facilité des procédures pour payer un rappel de trois années aux fonctionnaires, aux médecins et autres catégories socio-professionnelles, mais quand il s'agit de retraités qui ont été à l'origine du socle économique des années 70, on impose un parcours du combattant pour quelques sous. Ce charivari autour d'une question simple a déçu plus d'un et renvoie désormais à plusieurs interrogations. Pourquoi l'avoir inscrit à l'ordre du jour de la tripartite? Pourquoi cette série de communiqués contradictoires? Y aurait-il un manque de cohésion de la démarche du gouvernement ? Auquel cas, il y a de quoi s'inquiéter. Sinon, comment expliquer la sortie surprenante de Tayeb Louh en annonçant que des mesures exceptionnelles en faveur des retraités vont être prises très prochainement, leur impact financier étant à la charge de l'Etat ? Son revirement paradoxal au sujet de l'article 87 bis confirme incontestablement les divergences au sein de l'équipe gouvernementale. Le ministre des Finances au lendemain de la tripartite a reconnu publiquement l'insuffisance des 3 000 DA d'augmentation du SNMG, eu égard à la cherté de la vie. Le quotidien *Le Soir d'Algérie* a rapporté une violente dispute entre ministres qui a contraint le Premier ministre à mettre fin à la réunion et solliciter l'arbitrage du président de la République.

Cette situation traduit bien entendu un manque d'anticipation dans la gestion des affaires de l'Etat. Selon toute vraisemblance, les décisions se prennent à coups d'essais successifs sans aucune mesure de leur portée réelle d'ordre stratégique et de leur mise en œuvre sur le terrain.

C'est tout de même bizarre que le ministre du Travail, à peine une semaine après, nous apprenne que l'article 87 bis est dépassé par la situation socioéconomique.

Quand bien même ce revirement tentera d'apaiser le climat social dans l'immédiat, il ne répondra pas aux questions stratégiques relatives au devenir de la CNR. La population active est passée en espace de 10 ans de 6,5 à 10,5 millions, soit un accroissement de l'ordre de 62%. Il faudrait souligner que la solidarité de la population occupée n'a malheureusement pas suffi à combler le déficit de la caisse de retraite.

Fraude sociale à grande échelle, énorme manque à gagner pour la CNR

La raison est qu'un nombre important de salariés ne sont pas déclarés à la sécurité sociale. Cette fuite de la responsabilité sociale n'a pas pu être jugulée par les organismes de contrôle étatiques. Pourtant, la majorité

des salariés est concentrée dans le secteur privé (plus de 60%) où justement sévit ce dysfonctionnement. La répartition de la population totale active par secteur d'activité est la suivante : agriculture (20%), industrie (6%), BTP (14%), commerce/service/administration (33%) ; l'informel, le dispositif d'aide à l'emploi et le travail à domicile prennent le reste, soit 27%. Le secteur industriel emploie le moins de main-d'œuvre, à cause de son manque de compétitivité. Ces chiffres, même si leur approximation reste contestable, nous disent qu'aujourd'hui le dialogue social se déroule entre partenaires sourds. Aucun n'entend et par voie de conséquence ne comprend l'autre. Pourquoi ? Parce que les pouvoirs publics peinent pour assurer l'équilibre financier de la CNR, alors que les retraités actuels et à venir ne veulent pas endosser la responsabilité de cet échec. Ceci conduit à l'impossible compromis. Il faut préciser cependant que sur les 2,1 millions de retraités, plus de 80% s'entassent dans une fourchette de moins de 25 000 DA par mois. Selon une étude faite par la FNTR, 20%, soit près de 360 000 retraités touchent moins de 10 000 DA. Cette dernière catégorie a fait les frais de la réorientation de la politique économique des années 80 et qui s'est soldée début 90 par une faillite. Ces difficultés dans la conduite de la gestion de l'Etat l'ont contraint à faire appel au FMI pour le rééchelonnement de sa dette, dette dont le service accapare une part prépondérante de la contrepartie de ses exportations. Ces travailleurs ont accepté une compression des effectifs et la fermeture de leurs unités économiques. Ils se sont reconvertis dans le système de la débrouille. Maintenant que l'Etat jouit d'une aisance financière de 174 milliards de dollars, qu'il s'est acquitté de ses dettes et qu'il se dit trouver la voie de la croissance, n'est-il pas logique de rendre justice aux premiers qui ont souffert et aidé ce même Etat dans les moments difficiles ? Ensuite, cette performance de l'économie dont se gargarisent les responsables en place n'est le fruit ni des travailleurs ni du secteur privé et encore moins de la bonne gouvernance. Il s'agit de prières de citoyens que Dieu a exhaussées en favorisant ces dernières années une pluviométrie qui a permis d'équilibrer la facture alimentaire. Le dollar de l'Oncle Sam s'est maintenu lui aussi, en dépit de la crise américaine d'endettement. Il a limité en partie les pertes sur la facture des hydrocarbures.

Enfin, le prix du baril du brut qui sert de référence à celui du gaz est resté très loin du montant de 37 \$ qui continue de servir de référence pour l'élaboration du budget de l'Etat depuis plus de six ans maintenant. Puisque la croissance n'est induite ni par des efforts intensifs ni de créativité humaine, on peut conclure que toute la population active est aussi en retraite.

S'il demeure nécessaire de faire des efforts pour surmonter les difficultés économiques, tout le monde devra mettre la main à la poche, à commencer par les hauts salaires.

Reghis Rabah, consultant/chercheur

COURRIER DES LECTEURS

Constitution du dossier de retraite et ATS

Je voudrais vous poser une question relative à la constitution du dossier de retraite. Pourquoi la CNR demande-t-elle des «attestations de travail salarié» (ATS) à des travailleurs qui sont en mesure de fournir des certificats de travail originaux fournis par des employeurs du secteur public ? Par ailleurs, comment obtenir ces ATS, alors que les entreprises concernées ont été dissoutes depuis dix ans et plus parfois ? Des réponses pratiques à ces questions seront très utiles à des milliers de travailleurs pour lesquels la reconstitution de carrière

est un vrai parcours du combattant qui souvent n'aboutit pas. Ce qui est de nature à les léser gravement dans leurs droits fondamentaux. Merci beaucoup pour votre contribution et beaucoup de succès pour votre rubrique qui rencontre beaucoup d'échos chez une multitude de travailleurs.

Dahmane Brahim

Pourquoi la CNR continue d'imposer un CCP pour les retraités ?

Pouvez-vous m'informer sur le fait que la CNR nous impose de présenter un compte CCP pour pouvoir bénéficier de

notre pension de retraite. Les bureaux de poste sont pleins à craquer à longueur de journée et les personnes âgées éprouvent beaucoup de difficultés à rester longtemps debout. Y a-t-il une loi ou un décret qui régleme cette situation ?

La plupart des fonctionnaires sont titulaires de compte bancaire, pourquoi ne pas les utiliser et désengorger ainsi les guichets de poste et même diminuer le problème de liquidités ? Merci de votre compréhension.

Chaf. Bek.

RÉPONSE : Cette «obligation» qui n'a aucune assise réglementaire est une aberration : elle fait partie des hérésies bureaucratiques que la CNR devrait supprimer.